



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Exemption from Approval for
Certain Investments in
Intragroup Service Entities
(Cooperative Credit
Associations) Regulations**

**Règlement sur la dispense
d'agrément pour certains
placements dans des entités de
services intragroupes
(associations coopératives de
crédit)**

SOR/2003-243

DORS/2003-243

Current to March 22, 2022

À jour au 22 mars 2022

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to March 22, 2022. Any amendments that were not in force as of March 22, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 22 mars 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 22 mars 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Exemption from Approval for Certain Investments in Intragroup Service Entities (Cooperative Credit Associations) Regulations

- 1 Exemption
- 2 Coming into force

TABLE ANALYTIQUE

Règlement sur la dispense d'agrément pour certains placements dans des entités de services intragroupes (associations coopératives de crédit)

- 1 Non-application
- 2 Entrée en vigueur

Registration
SOR/2003-243 June 18, 2003

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

Exemption from Approval for Certain Investments in Intragroup Service Entities (Cooperative Credit Associations) Regulations

P.C. 2003-994 June 18, 2003

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to paragraph 396(b)^a and section 463^b of the *Cooperative Credit Associations Act*^c, hereby makes the annexed *Exemption from Approval for Certain Investments in Intragroup Service Entities (Cooperative Credit Associations) Regulations*.

Enregistrement
DORS/2003-243 Le 18 juin 2003

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Règlement sur la dispense d'agrément pour certains placements dans des entités de services intragroupes (associations coopératives de crédit)

C.P. 2003-994 Le 18 juin 2003

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'alinéa 396b)^a et de l'article 463^b de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur la dispense d'agrément pour certains placements dans des entités de services intragroupes (associations coopératives de crédit)*, ci-après.

^a S.C. 2001, c. 9, s. 314

^b S.C. 2001, c. 9, s. 319

^c S.C. 1991, c. 48

^a L.C. 2001, ch. 9, art. 314

^b L.C. 2001, ch. 9, art. 339

^c L.C. 1991, ch. 48

Exemption from Approval for Certain Investments in Intragroup Service Entities (Cooperative Credit Associations) Regulations

Exemption

1 Subsections 390(5) and (6) of the *Cooperative Credit Associations Act* do not apply to an association's acquisition of control of, or an association's acquisition or increase of a substantial investment in, an entity referred to in paragraph 390(4)(b) of that Act if the financial intermediary activities of the entity that expose the entity to material market or credit risk are limited to providing services exclusively to the association or members of the association's group.

Coming into force

2 These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Règlement sur la dispense d'agrément pour certains placements dans des entités de services intragroupes (associations coopératives de crédit)

Non-application

1 Les paragraphes 390(5) et (6) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit* ne s'appliquent ni à l'acquisition, par l'association, du contrôle d'une entité visée à l'alinéa 390(4)b) de cette loi dont les activités d'intermédiaire financier comportant des risques importants de crédit ou de marché se limitent à la prestation de services à l'association et aux membres de son groupe, ni à l'acquisition ou à l'augmentation, par l'association, d'un intérêt de groupe financier dans une telle entité.

Entrée en vigueur

2 Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.